

GRAND DEBAT : GRAND BLABLA !

UNE SEULE REPONSE : MOBILISATION !

BULLETIN NPA TECHNOCENTRE RENAULT - GUYANCOURT 24 / 01 / 2019

Macron espérait qu'avec les fêtes de fin d'années, la mobilisation des gilets jaunes allait cesser. C'est raté ! Les deux week-ends derniers, des dizaines de milliers de manifestants ont à nouveau manifesté leur colère parce qu'ils ont compris que les 10 milliards de mesures annoncées ne faisaient pas le compte. Surtout comparés aux 40 milliards dont les entreprises vont bénéficier en 2019, au titre du CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi). En pure perte, puisque ce cadeau ne s'accompagnera d'aucune obligation en matière d'emploi !

LA RÉPRESSION NE FERA PAS TAIRE LA COLÈRE

Macron s'indigne qu'« une extrême violence est venue attaquer la République – ses gardiens, ses représentants, ses symboles ». Pourtant, ce sont surtout les violences policières qui se sont déchaînées contre les "Gilets jaunes" : 6000 personnes mises en garde à vue, plus de 800 condamnées en comparution immédiate, des centaines de prison ferme parfois pour des motifs dérisoires, auxquelles il faut ajouter des centaines de blessés, dont plus de cent blessés graves, mutilés.

Et parce que cela ne leur suffit pas, Edouard Philippe a annoncé le vote cette semaine de nouvelles lois répressives contre les manifestants, histoire de perpétuer le véritable état de siège instauré avant les fêtes. Mais en faisant le choix d'intensifier la répression, le gouvernement ne montre qu'une chose : sa peur d'un mouvement qu'il ne parviendra plus à étouffer.

CE GOUVERNEMENT N'A RIEN COMPRIS

En plus de la répression à grande échelle et la désinformation, le gouvernement a lancé un « grand débat ». Derrière l'enfumage de ce « grand débat », Macron a annoncé la couleur : la poursuite de sa politique entièrement tournée contre les classes populaires, au service des plus riches.

Avec le décret du 30 décembre relatif aux droits et obligations des chômeurs, ce n'est pas de la

lutte contre le chômage qu'il s'agit, mais de la guerre déclarée aux chômeurs : en cas d'absence à un rendez-vous ou de refus de plus de 2 offres d'emploi dites « raisonnables », les chômeurs voient leurs droits non plus seulement suspendus, mais carrément supprimés pour une durée pouvant aller jusqu'à 4 mois !

A quoi va s'ajouter la réforme des retraites à venir, dont tout le monde sait déjà qu'elle est destinée à durcir les conditions d'accès et à réduire le montant des pensions.

Avec en prime, le maintien du blocage des salaires, malgré une inflation devenue galopante et la hausse des péages autoroutiers.

LES GILETS JAUNES ONT OUVERT UNE BRÈCHE : ON PEUT L'ÉLARGIR

La puissance de la mobilisation des "Gilets jaunes" a prouvé que la pression de la rue pouvait acculer l'arrogant Macron et son gouvernement à reculer. Alors, il faut que, de la rue et des ronds-points, la mobilisation et la lutte s'étende aux entreprises et à tous les lieux de travail. C'est le seul moyen pour arracher l'augmentation générale des salaires, des retraites et des allocations d'au moins 300 euros net par mois, l'indexation des salaires sur les prix et la suppression de tous les impôts indirects.

En se fixant pour objectif la paralysie de toute l'économie du pays par la grève générale, pour toucher les capitalistes au portefeuille.

En ne se laissant ni intimider par les rododromes de Macron et de ses ministres ni endormir par le dialogue de sourds de leur « grand débat », les "Gilets jaunes" donnent l'exemple de la détermination à l'ensemble du monde du travail.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur automobile.

Et aussi sur Facebook



SENARD & BOLLORE : LOIN DE LA CHARTE ETHIQUE ...

Le tandem Bolloré-Senard (PDG de Michelin) devrait remplacer Ghosn. Dans un communiqué du 10 janvier, Renault défend les rémunérations 2017 et 2018 des dirigeants du comité exécutif, « vérifiées » par la Direction Éthique et Conformité. Ils vont garder leurs postes. Les représentants de l'État au CA ont tout couvert depuis des années : l'omerta est maintenue. Senard-Bolloré veulent continuer à bloquer nos salaires pour s'enrichir en avant les actionnaires. A nous d'exprimer nos revendications !

SERIE GHOSN SAISON 3

Carlos Ghosn, emprisonné au Japon pour avoir caché 68 millions au fisc de 2010 à 2018 et inculpé d'abus de confiance pour avoir fait éponger par Nissan 14,5 millions de pertes personnelles en 2008 serait « prêt à démissionner », donc n'est pas révoqué et toujours « rémunéré ». Le gouvernement français, qui l'a maintenu à son poste de PDG au nom de la « présomption d'innocence » est complice de ses turpitudes. Il faut vraiment en finir avec le secret bancaire et industriel.

ESCROQUERIE EN BANDE ORGANISEE

La holding Nissan-Mitsubishi BV fondée en 2017 aux Pays-Bas (paradis fiscal) par Ghosn lui aurait versé 5,82 millions d'euros par an plus 1,46 million d'euros à l'embauche ! Avec Kelly, déjà inculpé, et Mouna Sepheri, qui aurait touché 0,5 million d'euros, Ghosn fait aussi partie du comité de rémunération de RN BV. Il crie au « complot international ». La direction invoque une « campagne de déstabilisation délibérément orchestrée ». Une chose est sûre : ce sont ces escrocs et tous leurs complices qui, pour se remplir les poches, mettent en danger nos emplois.

LE PARTAGE DE LA GALETTE SELON MACRON

Macron nous a expliqué devant la galette des rois à l'Élysée : « les troubles que notre société traverse sont parfois dus au fait que beaucoup trop de nos concitoyens pensent qu'on peut obtenir quelque chose sans que cet effort soit apporté ». Ça doit être ce sens de l'effort qui permet aux actionnaires d'enranger des milliards « en dormant ».

CARLOS GHOSN ET LES CAC 40 VOLEURS

Les 40 plus grands groupes français ont versé 57,4 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2018 (en hausse de +12,8 % sur 2017 et +62 % sur 2009). A entendre les « experts » qui se succèdent sur les plateaux télé, tous ces profits vont « ruisseler » sur notre pouvoir d'achat. Ces profits ne viennent pas plutôt des plans de « compétitivité » à la Ghosn, des suppressions d'emplois, des salaires gelés, de la précarité ... ?

CARLOS ET COMPAGNIE ... RENDEZ-NOUS L'ARGENT !

57,4 milliards d'euros de dividendes en France aux seuls actionnaires du CAC 40, c'est 850 euros par an (71 euros par mois) extorqués à chacun des 67 millions d'habitants. Pendant ce temps, d'après l'INSEE, le niveau de vie des 40 % les moins riches a diminué entre 2008 et 2016. Alors, exiger 300 euros d'augmentation des salaires et des pensions, ce n'est que justice et c'est un minimum ! Quant à la prime « exceptionnelle » de 300 ou 500 euros consentie par peur de la contagion du mouvement des gilets jaunes, c'est du « foutage de gueule ».

JUSTICE SOCIALE, FISCALE, ECOLOGIQUE ...

Il n'y aura jamais de justice sous le capitalisme. Selon l'ONG OXFAM, 26 personnes concentrent autant d'argent que la moitié

de l'humanité, soit 3,8 milliards d'êtres humains. En 2018, alors que les revenus des plus pauvres chutaient de 11%, la fortune des milliardaires a augmenté de 2,5 milliards de dollars par jour, tout en saccageant la planète. En prime, 7600 milliards ont été extorqués au fisc. Ce monde qui marche sur la tête porte un nom : le capitalisme ... qu'il faudra bien renverser un jour.



MACRON OU MONARC ?

Alors qu'il mène la guerre sociale contre les classes populaires, Macron reçoit en grande pompe au château de Versailles 150 patrons, le gratin des multinationales capitalistes. Objectif : leur vanter « l'attractivité de la France », autrement dit leur garantir sous son règne un taux de profit très juteux. Donc pas de quoi calmer notre colère, au TCR comme partout chez Renault et dans les autres entreprises. Pas de quoi non plus convaincre les Gilets Jaunes qui se battent pour la justice sociale et fiscale.

RECULS SOCIAUX : AVEC LES R-PROX, C'EST NET !

Les ordonnances sur la loi travail ont supprimé les délégués du personnel, les CHSCT et les CE. Dans les entreprises, il n'y plus qu'une seule instance pour défendre les salarié(e)s face au patron, comme le réclamait le MEDEF depuis des années : le CSE (conseil économique et social). La direction a prévu en plus 35 R-prox (représentants de proximité) siégeant dans 8 « commissions de proximité », sans réels moyens matériels. En plus de la « prévention des RPS », la DRH souhaite en faire des « business partner » stimulant la « création de valeur » et la compétitivité. Le recul social est « en marche ».

MACRON : GUERRE ET JUSTICE DE CLASSE

Pour défendre la répartition inégalitaire des richesses au profit d'une minorité, Macron et Castaner ont déclenché le déferlement de la violence d'État contre les Gilets jaunes : mutilations par flash ball et grenades de désencerclement, condamnations expéditives, restrictions des libertés fondamentales ... minimisées par les médias aux ordres. Oser dire non à la dictature du capitalisme est un devoir civique.

SI VOUS APPRÉCIEZ CE BULLETIN, AIDEZ LE NPA !

Les dons (anonymes) ouvrent droit à réduction d'impôt (66%)
Chèque : à l'ordre de «NPA souscription» à renvoyer à NPA souscription - 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil
Paiement en ligne : www.npa2009.org/souscription
Association de financement «NPA souscription» - 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil - Agrément de la CNCCFP 06/04/2009

Bulletin NPA Technocentre Renault – Guyancourt

24 janvier 2019